

Ecole en chantier... de démolition !

Sylvain Grandserre
Maître d'école (76)
sylvain.granserre@wanadoo.fr

Attention : ceux qui délivrent le permis de démolir sont de mèche avec les artificiers !

On nous avait prévenu : l'école est en « chantier » et le port du casque obligatoire, vu ce qui nous tombe sur la tête. Mais il s'agit d'un chantier de démontage au prétexte d'une prétendue rénovation du quartier scolaire, déconstruction guidée en réalité par un esprit de restauration : de l'ordre moral, de la rigidité, de l'instruction. Victoire dans cette nouvelle architecture du béton armé, de la concentration, du contrôle et de l'alignement. Avec beaucoup de « judas » sur les portes et de vestes retournées dans les placards !

Forcément, les morceaux du vieux bâtiment volent bas et malheur aux têtes qui dépassent ou à ceux qui ne rasant pas les murs ! Avec des dynamites qui s'appellent populisme scolaire, dénigrement, mensonges, mise en concurrence et suppression de moyens on s'attaque d'abord aux fondations : l'égalité, la justice, la solidarité, le souci des plus faibles, l'ambition, la crédibilité des acteurs (1).

Ne rêvons pas : la bâtisse éducative ne sera ni réhabilitée ni reconstruite. A la place on prépare certes de softs lofts et autres studios studieux mais qui ne sont que niches à riches. Car pour les expulsés du prochain système, il n'y aura que les bidonvilles de l'éducation publique... privée de moyens mais pas de moyennes et de pourcentages ! C'est que la misère aussi ça se gère !

Alors, nouveaux « vieux » programmes, suppression imposée du samedi matin, de la carte scolaire, des RASED, d'enseignants mis à disposition (MAD) et des IUFM, mise en concurrence des établissements et des formations, loi sur le service minimum d'accueil (SMA), diminution du nombre de postes malgré un nombre d'élèves au primaire en hausse, chèque éducation dans les esprits, projet d'EPEP ou de salaires au mérite, stages de remise à niveau et aide personnalisée dans une logique de soutien et non plus d'aide spécialisée, évaluations intempestives, formation continue en peau de chagrin, favoritisme de l'enseignement privé, retour du religieux... Ces pièces du puzzle qui s'assemblent jour après jour sous nos yeux ont été découpées par une main de fer qui ne tremble pas (2). Quant aux républicains anti-démocrates, ultra religieux, extrémistes nationalistes et autres horribles libéraux, les voici, affamés et revanchards tueurs du « mammoth », qui ne craignent aucune compromission pour parvenir à leurs fins : c'est l'union sacrée pour une école qui devra l'être avec la bénédiction

présidentielle (pour le chef de l'état, un citoyen qui croit étant plus utile qu'un citoyen qui ne croit pas).

Donc, si l'école est devenue une priorité politique... c'est pour son dépeçage et l'organisation de son dysfonctionnement. Aux yeux de « l'état-état » qui s'attaque au pachyderme sans même l'avoir réellement décongelé, l'éducation n'est plus un investissement mais une charge (3). Pour d'autres en revanche, il s'agit d'un marché où il serait bon d'investir. Douze millions d'élèves c'est autant de cerveaux disponibles !

Alors disons tout haut ce que l'on pourrait regretter plus tard d'avoir seulement pensé tout bas...

- Si le gouvernement actuel veut montrer qu'il a le souci de l'école, qu'il ne supprime pas 5.500 postes dans le premier degré en réponse à l'arrivée de 16.000 élèves supplémentaires ni même les 7.500 postes dans le second degré.
- S'il veut donner la preuve qu'il a le souci des enfants les plus faibles, qu'il ne laisse pas 150.000 d'entre eux à la marge en mettant 3000 maîtres E sur le carreau.
- Si le gouvernement veut montrer qu'il a le souci des élèves handicapés, qu'il n'accepte plus ces contrats bancals de six mois, renouvelés ou pas, sans formation pour les gens chargés d'accompagner les enfants concernés.
- S'il veut nous montrer qu'il a le souci des structures à taille humaine, qu'il abandonne le projet d'EPEP unanimement rejeté par le Conseil Supérieur de l'Education (moins la voix du MEDEF, tout un symbole).
- S'il a encore le souci des apprentissages réels, qu'il ne limite pas les jours d'école à 140 par an au primaire et qu'il revienne à des programmes faits pour les élèves, les enseignants et les savoirs et non pas pour séduire un électorat qui croit s'y connaître parce qu'il s'y reconnaît.
- S'il a le souci de la professionnalisation des métiers de l'enseignement, qu'il tienne compte des propositions qui lui sont faites pour qu'existe une réelle formation qui repose sur autre chose que l'empilement de connaissances. Même les clowns ont le droit à une école du cirque (certes, il y a beaucoup d'autodidactes actuellement en politique) !
- S'il a toujours le souci de la maternelle et s'il ne veut pas être surnommé « le ministre de la sieste et des couches culottes », Xavier Darcos, qui semble avoir oublié de s'excuser, peut distribuer aux parents des enfants qui y sont scolarisés le 'guide pratique' qu'il a réservé aux seules familles d'enfants de l'élémentaire. Qu'il mette le paquet sur la maternelle au lieu de mettre les maternelles en paquet de 30 (rapport du HCE 2007) !

- S'il a le souci des parents et des élus, le ministre ne doit plus leur dire « débrouillez vous ! » (28/08/2008), mais ouvrir un débat démocratique pour réfléchir à la liaison la plus pertinente entre école, communes, familles et associations au lieu de supprimer la classe du samedi sans en mesurer toutes les conséquences.

- Si le ministère veut la paix scolaire, qu'il cesse d'organiser la concurrence entre établissements publics et privés (en proportion, le privé est bien moins touché par les suppressions de postes) et qu'il sorte des querelles idéologiques alimentées notamment par l'emploi du terme « pédagogisme ».

Quand on veut alerter l'opinion sur tous ces sujets, on nous répond souvent que tout cela n'est encore qu'officieux ou basé sur des rumeurs. Mais une fois que la décision est officielle, on nous dit qu'il n'y a plus rien à faire, qu'il fallait agir avant, surtout pour des « fonctionnaires qui fonctionnent » ! Il faut pourtant avoir en tête que certains sur le retour n'ont jamais accepté que l'école soit laïque et gratuite. Il leur est insupportable que l'Etat s'occupe d'école et d'éducation. Devons-nous laisser sous leur influence malsaine l'état organiser, encourager, financer l'entre soi, le renfermement, la ségrégation ?

La vie démocratique et l'engagement politique ne peuvent se limiter au dépôt d'un bulletin dans l'urne sur un rythme imposé par des élections où l'irrationnel prend parfois le pas sur la réflexion. Nombreux sont ceux qui doivent d'urgence mesurer sur quelles conquêtes et combats repose le confort dans lequel on espère qu'ils s'assoupissent. Conquêtes et combats qu'il nous faut d'urgence reprendre en nombre tant l'éducation pourrait être tout autre chose (4) qu'un espace de tension et de conflits : un « plaisir d'Ecole » qui s'éloignera un peu plus chaque jour si l'on ne fait rien.

(1) Excellentes réponses argumentées dans divers ouvrages de qualité :

Philippe MEIRIEU : PEDAGOGIE : LE DEVOIR DE RESISTER (ESF éditeur)

Pierre MADIOT : L'ECOLE EXPLIQUEE AUX PARENTS ET AUX AUTRES (Stock)

Gérard DE VECCHI : ECOLE : SENS COMMUN OU BON SENS (Delagrave)

Franck RIMBERT : LA FABRIQUE DU GENIE (Editions du temps)

(2) Indispensable enquête de Muriel FITOUSSI et Eddy KHALDI : MAIN BASSE SUR L'ECOLE PUBLIQUE (Démopolis)

(3) Lire le livre revigorant de Philippe MEIRIEU et Pierre FRACKOWIAK : "L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?" (Editions de l'Aube)

(4) Luc CEDELLE : UN PLAISIR DE COLLEGE (Seuil)

Paul ROBERT : LA FINLANDE : UN MODELE EDUCATIF POUR LA FRANCE ? (ESF)

Yves REUTER : ECOLE FREINET : FONCTIONNEMENT ET EFFETS D'UNE PEDAGOGIE (L'Harmattan)